

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

L'autosuffisance à 70% est-elle possible ?

L'Algérie a engagé depuis 2009 une politique de réduction de sa facture d'importation de médicaments. La première mesure était d'interdire l'importation des médicaments fabriqués localement et inciter à l'investissement local. Quant à l'objectif, c'est d'atteindre une couverture de 70% de nos besoins par la production locale. Sommes-nous sur la bonne voie pour gagner ce pari ?

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Le ministère de la Santé s'est fixé l'objectif des 70% sur trois aspects. Il s'agit d'atteindre une autosuffisance de 70% de nos besoins en médicaments en termes de valeur, de volume et de nomenclature. Le premier objectif, étant en termes de valeur, est en voie d'être atteint, se félicite-t-on au ministère de la Santé. Le département de Abdelmalek Boudiaf estime d'ailleurs atteindre cet objectif d'ici 2017. En termes de volume, par exemple sur 100 médicaments consommés, 70 sont fabriqués localement, ce n'est pas encore gagné.

Pour atteindre ces objectifs, le ministère de la Santé a engagé une politique pour la promotion de la production locale. Ainsi, il prévoit le démarrage de nouvelles unités de production au cours de cette année en plus d'une centaine déjà existantes.

100 unités sont en cours de réalisation avec une capacité totale supérieure à la capacité actuelle. «En valeur donc, l'objectif d'atteindre la couverture de 70% de notre marché par la production locale sera atteint d'ici 1 à 2 années et au rythme actuel de croissance», estime-t-on au ministère de la Santé.

«Le ministère de la Santé œuvre à diversifier le portefeuille des laboratoires et à promouvoir l'investissement étranger et le partenariat à l'effet d'élargir la gamme des médicaments essentiels produits localement (anti-cancéreux, anti-diabétiques entre autres) pour augmenter non seulement la couverture des besoins locaux mais aussi pour exporter, comme

c'est déjà le cas avec de nombreux laboratoires algériens mais aussi des laboratoires étrangers comme Sanofi (plus grande usine d'Afrique à Sidi Abdallah) et Novo Nordisk (anti-diabétiques oraux à Oued Aïssi) dont une partie de la production sera destinée à l'exportation une fois le marché local satisfait», a indiqué Slim Belkessam, directeur de la communication au ministère de la Santé. D'ailleurs, Boudiaf incite les investisseurs, une fois le marché local couvert, à se lancer dans l'exportation. Son objectif : faire de l'Algérie un pôle pharmaceutique pour couvrir toute la région.

D'ailleurs, concernant les laboratoires qui continuent de faire dans le conditionnement et l'emballage, le ministre de la Santé leur a accordé un échéancier pour se conformer à la loi et se lancer dans l'investissement local. Actuellement, la production locale du médicament a atteint 45% en valeur et 51% en volume contre environ 23% en 2009.

Maîtrise dans la facture d'importation de médicaments

Le ministère de la Santé préfère parler d'une maîtrise de la facture d'importation de médicaments et non pas d'une baisse de la facture. Puisque l'Algérie, qui dépense actuellement 80 dollars en médicaments par habitant, encore loin de plusieurs pays qui ont atteint des dépenses allant jusqu'à 500 dollars par habitant, prévoit une augmentation continue des besoins médicamenteux.

Actuellement, le marché pharmaceutique local tourne autour de 2,5 milliards d'euros. Selon Slim Belkessam, l'Algérie enregistre donc une stagnation dans la valeur des importations et une augmentation dans la production locale.

Il y a des produits que l'Algérie ne peut pas fabriquer dans un proche avenir

Selon des producteurs, il y a des nouveaux produits, en particulier ceux issus de la biotechnologie, que l'Algérie ne peut pas produire dans un proche avenir.



Photos : DR

123 unités sont en activité dans tout segment confondu.

D'ailleurs, selon certains, atteindre 70% de nos besoins en valeur relève de «l'impossible» en raison du coût des produits biotechnologiques. Ces produits coûtent, en effet, très cher et nécessitent une technologie de pointe et un savoir-faire dont l'Algérie ne dispose pas encore. Selon le ministère de la Santé, certains laboratoires sont en train de tenter des expériences dans ce domaine, notamment concernant l'hépatite.

Médicaments bio-similaires, la solution

Le médicament issu de la biotechnologie coûte cher. Cependant, le médicament biosimilaire est accessible. Selon des prévisions, ce type de médicament va permettre de réduire la facture d'importation de 30 à 40%. Plusieurs laboratoires se sont déjà lancés dans cette production pour offrir aux patients des médicaments innovants, à moindre coût.

Les laboratoires pharmaceutiques à court de stock de sécurité

Les laboratoires pharmaceutiques étaient dans l'obligation d'utiliser la totalité de leur stock en médicaments en 2015 pour couvrir la période qui a enregistré un retard dans la signature des programmes d'importation. Une fois les programmes signés, les pharmaciens et les grossistes ont pu s'approvisionner.

L'importateur, lui, se retrouve à court de stock, nous assure-t-on. «Aucun laboratoire sur l'ensemble du territoire national ne peut prétendre disposer de stock de sécurité pour faire face à une éventuelle crise», affirment des laboratoires.

Ces derniers sont tenus, en effet, de disposer d'un stock de sécurité de trois mois. Les programmes d'importation sont signés entre les mois de septembre et novembre.

Pour les commandes de 2014 pour l'année 2015, ces programmes ont été signés en avril 2015 en raison des négociations lancées par le ministre de la Santé sur la baisse des prix des médicaments. Une période durant laquelle les

laboratoires ont eu recours au déstockage.

Plaidoyer pour l'initiation d'un plan de développement pharmaceutique

Lotfi Benbahmed, président du Conseil national de l'ordre des pharmaciens (CNOP), plaide pour la mise en place d'un véritable plan de développement pharmaceutique et la régulation du marché.

Une régulation qui sera possible, dit-il, avec la mise en place de l'Agence nationale de médicament et l'application de la nouvelle loi sanitaire.

Le problème de pénurie derrière nous ?

Le problème de pénurie de médicaments, jusque-là récurrent, ne s'est pas posé cette année. Selon Messaoud Belambri, président du Snapo (Syndicat national des pharmacies d'officine), le marché enregistre moins de perturbations. «Nous avons gagné en stabilité», estime M. Belambri qui reconnaît que le marché est en train de se développer.

Quelques chiffres officiels sur le marché

Selon les chiffres du ministère de la Santé, le marché du médicament compte 1 075 DCI (dénomination commune internationale de médicament) enregistrée dont 75% générique et 25% princeps.

Toujours sur la base des enregistrements, l'Algérie compte 36% de médicaments fabriqués localement, 10% conditionnés, 54% de ses besoins sont importés à l'état final.

Elle compte aussi 132 unités en activité dans la production pharmaceutique tout segment confondu dont 75 sont des médicaments.

Elle compte 230 projets en cours de réalisation dont 169 concernent les médicaments et dont 101 datent de moins de trois ans, lancés en 2013. La liste des médicaments interdits à l'importation a atteint 357 médicaments.

S. A.



Faire de l'Algérie un pôle pharmaceutique.